

*Accords de Bretton Woods—Loi*

Écoutons ce qu'a déclaré un éminent président africain, M. Kaunda, chef de l'Organisation de l'unité africaine le 6 octobre devant l'Assemblée générale des Nations Unies:

... presque un an et demi après l'adoption du programme, et en dépit d'initiatives sporadiques, la réponse de la communauté internationale est loin de satisfaire aux obligations contractées aux termes de cette initiative. Elle n'a pas honoré son engagement au titre du pacte de relance...

L'Afrique perd sur tous les plans... il n'y a aucune mesure en vue pour stabiliser les recettes provenant des exportations si importantes pour l'Afrique ni aucun mécanisme susceptible d'alléger le moindre des remboursements énormes de la dette et le service de cette dette. Mais pire encore, la hausse prévue des rentrées en Afrique ne s'est pas matérialisée. Non seulement ces rentrées n'ont pas compensé les sorties, mais elles sont demeurées au même niveau.

Il concluait ainsi:

... à moins que des solutions efficaces ne soient trouvées aux problèmes de la dette et des marchandises et que les rentrées ne compensent les sorties, les chances de reprise et de développement de l'Afrique seront à jamais illusoire et le continent sera toujours à la merci des aléas et des vicissitudes d'une crise permanente.

C'est le problème qui nous inquiète. Le fonds auquel nous envisageons de contribuer va créer quelque 6 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux, un peu plus de 10 milliards de dollars canadiens ou un peu plus de 8 milliards américains. Ces fonds serviront à alléger le problème de la dette sur un certain nombre d'années. Or, en Afrique uniquement, le déficit net est de 16 milliards par année. Le mécanisme amélioré d'ajustement structurel ne va donc pas satisfaire à tous les besoins du continent africain. Il ne faut pas se faire d'illusions à cet égard. Ce n'est qu'un pas, un petit pas, qui vise surtout à assurer que les pays les plus pauvres ne font pas faux bond à leurs créanciers occidentaux ou au FMI lui-même.

Nous, de notre parti, estimons que le Canada devrait faire davantage pour l'Afrique. Nous estimons qu'au Sommet des sept pays les plus industrialisés qui doit avoir lieu le mois prochain, à Toronto, le Canada devrait insister pour que le FMI ait une politique d'ajustement plus humaine. Nous devrions insister pour que l'aide financière de la Banque mondiale à des conditions préférentielles joue un plus grand rôle auprès des pays les plus pauvres. Nous devrions exercer des pressions auprès des États-Unis car, aussi insuffisant que soit le mécanisme amélioré d'ajustement structurel, le gouvernement américain a dit qu'il n'y verserait pas un sou.

Il est question ici d'un accord commercial avec les États-Unis. Nous voulons nous abriter sous son parapluie prétendument protectionniste. Nous n'allons pas y arriver tout à fait. Nous risquons, malgré cela, de rester exposés et de ne pas être bien protégés. Toutefois, nous tenons à ce parapluie américain. Les États-Unis se prétendent pauvres. Ils affirment ne pas pouvoir contribuer à ce mécanisme amélioré d'ajustement structurel qui est censé aider les pays les plus démunis dans le monde. Les États-Unis disent être eux-mêmes pauvres.

Nous avons donc tout lieu de nous demander pourquoi nous devrions conclure un accord commercial avec un pays qui n'est pas en mesure d'assumer son rôle sur la scène internationale. Il est en mesure d'imposer ses conditions au Fonds monétaire international, mais non pas de venir en aide aux pays démunis.

Nous souhaitons que le Canada adopte une position plus franche à ce sujet et, de concert avec d'autres pays, veille à ce que les agences multilatérales comme le FMI et la Banque mondiale disposent de meilleures politiques structurelles dans lesquelles on aura tenu compte des conséquences que devront subir les plus démunis. Nous voulons que le Canada adopte une position plus intéressante en augmentant la proportion de l'aide officielle au développement, qu'il destine aux pays les plus pauvres.

Je rappelle à la Chambre et aux Canadiens l'engagement pris par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures quand il est intervenu à la tribune des Nations Unies peu après l'élection du gouvernement conservateur. Il a déclaré que le Canada respecterait son engagement de consacrer 0,7 p. 100 de son produit national brut à l'aide officielle au développement d'ici à 1990. Le Canada s'y est engagé. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'y est engagé en notre nom auprès des pays les plus pauvres de la planète. Pourtant, le gouvernement est revenu là-dessus. Je le regrette en tant que Canadien qui souhaite que son pays respecte ses engagements. Nous ne devrions pas laisser passer cela sous silence.

Nous devons faire réinscrire au programme la nécessité de créer un nouvel ordre économique mondial et nous devons nous employer à mettre sur pied un système qui stabilisera le cours mondial des marchandises. Nous avons autant d'intérêt que les pays les plus défavorisés à ne pas laisser l'économie de ces derniers s'effondrer en raison de la chute des prix des produits de base.

Voici donc ce programme. Il est énorme. Nous sommes d'accord sur l'institution d'un mécanisme amélioré d'ajustement structurel, même si ce n'est qu'un premier pas de franchi. Toutefois, s'il est vrai que nous voulons réagir au problème africain de manière globale et non pas simplement au compte-goutte, il y a d'autres questions auxquelles nous devons nous attaquer.

Enfin, j'insiste sur la nécessité de resserrer ce projet de loi, car il ne s'agit pas d'accorder un chèque en blanc au gouvernement pour que celui-ci hausse le montant à sa guise et débloque des crédits pour n'importe quel fonds sans avoir d'autorisation à demander au Parlement. Il importe au plus haut point que le Parlement conserve un droit de regard sur les deniers publics et qu'en matière de contributions au Fonds monétaire international, le gouvernement rende compte du fonctionnement du FMI à la Chambre. Puisque nous donnons au FMI de l'argent provenant des contribuables canadiens, il faut insister pour que le gouvernement réponde de la manière dont le Fonds dépense cet argent.

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, je suis très heureux de l'occasion qui m'est donnée de dire quelques mots sur le projet de loi C-126, car il pose un très grave problème. D'une part, on se propose d'aider les pays nécessiteux. Les pays qui ont de l'argent sont invités à en prêter à ceux qui n'en ont pas. D'autre part, l'expérience nous a prouvé depuis quelques années que ce genre de prêt n'est pas satisfaisant, car il ne semble pas donner les résultats escomptés.